

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 31 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ATLANTIC TERRES SOLUTIONS

La Clarté
44410 Herbignac

Référence : N3-2025-1354
Code AIOT : 0006310797

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement ATLANTIC TERRES SOLUTIONS implanté ZIP de Cheviré Rue de l'Ile aux Moutons 44000 Nantes. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATLANTIC TERRES SOLUTIONS
- ZIP de Cheviré Rue de l'Ile aux Moutons 44000 Nantes
- Code AIOT : 0006310797
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site ATLANTIC TERRES SOLUTIONS (ATS) est une plateforme permettant l'accueil de déchets inertes pour l'élaboration de graves et cailloux calibrés ainsi que le tri, transit, regroupement, traitement et valorisation de terres et matériaux potentiellement impactés.

Un changement d'exploitant est prévu au 01/01/2026, en effet, la plateforme a été rachetée par la filiale Geocycle du groupe Lafarge-Holcim.

Thèmes de l'inspection :

- Traçabilité des déchets

- PFAS
- Surveillance de la qualité des eaux superficielles et souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Autosurveillance des eaux du bassin B1	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, articles IV.3.9.2 et IV.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IV.5.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
10	Mesures des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, articles VII.2.1, VII.2.2 et VII.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration GERP - Constat de l'inspection du 14/10/2024	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 II	Sans objet
2	Situation administrative ICPE	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article I.2.1	Sans objet
3	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IX.4.3.1	Sans objet
4	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
5	Réalisation des campagnes d'analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
6	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	Autosurveillance des eaux du bassin B2	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IV.3.9.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Déclaration GERE - Constat de l'inspection du 15/10/2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 II
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle de la production et du traitement de déchets
Prescription contrôlée : II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. [...] Cette déclaration comprend : - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée ; - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constats : La déclaration GERE pour l'année 2024 a été réalisée par ATS. Des différences de volumes de déchets entrant et sortant ont été constatés entre la déclaration GERE et Trackdéchets. Lors de la visite, l'exploitant précise que les différences constatées sur les quantités de la déclaration GERE et Trackdéchets viennent du fait que les déchets bétons (code déchets 17 01 01) et les enrobés non dangereux (17 03 02) ne sont pas forcément intégrés dans Trackdéchets. En effet, l'exploitant indique que certains clients n'utilisent pas Trackdéchets pour les déchets non dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Situation administrative ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article I.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations
Prescription contrôlée : Au travers des 3 activités principales du site, les installations projetées permettent de gérer annuellement en entrée environ : - 100 000 tonnes de matériaux minéraux inertes (bétons, granulats et autres matériaux inertes issus de déconstruction), - 200 000 tonnes de terres et matériaux potentiellement impactés (terres, gravats, cailloux, bétons, boues, sédiments qualifiés de déchets dangereux ou non, ...) - 20 000 tonnes de déchets d'amiante conditionnés, soit une quantité totale annuelle maximale de 320 000 tonnes de matières issues de travaux de dépollution de sites et chantiers d'aménagement ou de déconstruction. Le site est aménagé conformément au plan de masse en annexe 1 pour recevoir et traiter les différents matériaux.
Constats :

L'exploitant indique que le site va changer d'exploitant au 01/01/2026 ; en effet, la plateforme a été rachetée par la filiale Geocycle du groupe Lafarge-Holcim. Le responsable de la plateforme ainsi que l'assistante administrative seront maintenus en poste.

Sur l'année 2024, 35 585,48 tonnes de matériaux impactés et 3 116,10 tonnes de matériaux inertes ont été réceptionnés sur la plateforme.

Sur l'année 2025 (jusqu'au 31/10/2025), 41 111 tonnes de matériaux impactés et 54 tonnes de matériaux inertes ont été acceptés sur le site.

Lors de la visite d'inspection, les stocks suivants étaient présents sur la plateforme :

- 7 848,4 tonnes de matériaux inertes,
- 11 350,6 tonnes de matériaux impactés.

Les quantités de matériaux constatées, le jour de l'inspection, sont cohérentes avec les quantités autorisées par l'arrêté préfectoral du 29/06/2020.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IX.4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Fiche d'identification préalable

Prescription contrôlée :

Avant toute arrivée sur site, le producteur du déchet renseigne une fiche d'identification préalable (FID). Cette fiche comporte les informations suivantes :

- les renseignements administratifs concernant la source (producteur) et l'origine géographique du déchet,
- les caractéristiques principales du déchet : la nature, la quantité estimée, le mode de conditionnement,
- l'apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique),
- pour les terres et matériaux potentiellement impactés :
 - les résultats de l'analyse des caractéristiques physico-chimiques établies par un laboratoire agréé COFRAC eu égard aux critères d'admissibilité sur site complétée par l'analyse de toutes substances identifiées par le producteur et portée à la connaissance de l'exploitant de la plateforme. L'analyse des COV n'est pas rendue nécessaire a priori sauf indication spécifique relative à l'origine de la pollution laissant supposer une telle contamination,
 - les taux de contamination et la nature des polluants,
 - toutes observations / informations concernant d'éventuelles suggestions ou contraintes, par exemple, au besoin, les précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation,
 - un résumé de l'historique des activités ayant eu lieu sur le site d'origine ou de l'historique de la pollution si les documents existent ou tout autre document permettant une meilleure compréhension de la pollution en présence,
- le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement,
- les propriétés de danger du déchet.

Un certificat d'acceptation préalable est remis au producteur par l'exploitant si l'analyse de la FID montre l'admissibilité des terres et matériaux sur le site notamment le respect des critères de l'article 9.4.2.

Le CAP précise la nature des opérations de traitement et la ou les filières envisagées.

La durée de validité de la FID et du CAP est au maximum de 1 an.

Constats :

Avant toute réception, l'exploitant vérifie que les déchets peuvent être traités sur le site. Le service commercial sollicite pour cela une fiche d'identification préalable (FID) ainsi que les résultats d'analyses fournies par le producteur. Si ces éléments sont conformes et que les déchets sont admissibles sur le site, l'exploitant établit un certificat d'acceptation préalable (CAP). Lors de l'arrivée des déchets sur le site, un ou plusieurs échantillons sont prélevés afin de réaliser une analyse de conformité. Dans l'attente des résultats, les lots sont stockés séparément des autres andains sur la plateforme.

Lors de l'inspection, des vérifications par sondage sur les BSD suivants ont été réalisées suite à l'extraction du registre des déchets sur Trackdéchets :

- BSD-20240924-44SYACE9J : producteur situé à Nantes (44) ;
- BSD-20250122-SDZ9RCBEF (FID-2247289) : producteur situé à Montoir-de-Bretagne (44) ;
- BSD-20241016-YRFFXC1EH : producteur situé à Brest (29) ;
- BSD-20241209-AM829BDP : producteur situé à Nantes (44).

Lors de la visite, les résultats des analyses préalables, les FID, les CAP et les analyses de conformité suite à la réception sur site ont pu être consultés pour ces BSD ainsi que la traçabilité du traitement réalisé sur le site le cas échéant et l'exutoire associé. Les éléments présentés sont conformes à l'article IX.4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 29/06/2020.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a précisé ne pas avoir identifié la présence de PFAS dans les déchets réceptionnés sur le site. Il précise que les terres impactées susceptibles de contenir des PFAS (terres polluées avec des mousses incendie par exemple) sont systématiquement refusées sur la plateforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Réalisation des campagnes d'analyses PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Des campagnes d'analyse ont été réalisées sur le rejet d'eaux industrielles en avril, mai et juin 2024 sur l'AOF et les PFAS listés par l'arrêté ministériel du 20/06/2023. Les résultats ne mettent pas en évidence la présence des PFAS mesurés dans les eaux analysées.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyses PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

Les prélèvements ont été réalisés par la société Bureau Veritas et les analyses ont été effectuées par le laboratoire AL-West B.V (Agrolab) qui est accrédité COFRAC pour les 20 PFAS listés.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Autosurveillance des eaux du bassin B1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, articles IV.3.9.2 et IV.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :**Article IV.3.9.2 : Gestion des eaux**

Eaux résiduaires en sortie du bassin B1 :

Paramètres	Concentration maximale	Flux maximal
Débit maximal de rejet	4,1 l/s (3 l/s/ha)	-
Matières en suspension	35 mg/l	12,40 kg/j
DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l	44,28 kg/j
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	3,54 kg/j

Article IV.4.2 : Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets aqueux

Pour l'autosurveillance, les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Point de rejet	Paramètres	Fréquences
Eaux de rejet du bassin B1 (avant regroupement avec B2)	Tous les paramètres disposant d'une valeur limite définie aux articles IV.3.7 et IV.3.9.2	Mensuelle
Eaux de rejet du bassin B2 et de l'installation de traitement complémentaire (avant regroupement avec B1)	Tous les paramètres disposant d'une valeur limite définie aux articles IV.3.7 et IV.3.9.2	Selon la périodicité indiquée dans le tableau à l'article IV.3.9.2
	PH, conductivité, débit	Mesures en continu

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence rappelées notamment par la décision d'exécution de l'UE n°2018/1147 du 10 août 2018 établissant les conclusions des meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets.

Constats :

Le bassin B1 collecte les eaux pluviales de la toiture, de la plate-forme de matériaux inertes, des voiries, de l'aire de stationnement et de l'aire de distribution de GNR, qui dispose de son propre séparateur d'hydrocarbures.

L'exploitant précise qu'aucune mesure n'est effectuée dans le bassin B1, car lorsque les eaux atteignent un certain niveau, elles sont transférées vers le bassin B2 par un système de pompage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise l'autosurveillance des eaux de rejet du bassin B1 avant regroupement avec B2 conformément à l'article IV.4.2 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2020.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°8 : Autosurveillance des eaux du bassin B2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IV.3.9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Article IV.3.9.2 : Gestion des eaux

Eaux résiduelles en sortie du bassin B2 + débourbeur, séparateur d'hydrocarbures et installation de traitement complémentaire mise en œuvre au besoin : [Voir tableau]

Constats :

Le bassin B2 collecte les eaux des surfaces d'exploitation des terres impactées.

Les mesures réalisées lors des rejets en avril, mai et septembre 2025 ont été reportés dans GIDAF.

Les 3 analyses réalisées mettent en évidence les dépassements suivants pour le paramètre manganèse :

- Avril 2025 : 1650 µg/l (VLE 1000 µg/l)
- Mai 2025 : 1150 µg/l (VLE 1000 µg/l)
- Septembre 2025 : 1050 µg/l (VLE 1000 µg/l)

L'exploitant indique avoir mené des recherches pour identifier l'origine des dépassements en manganèse, sachant qu'aucune teneur en manganèse n'avait été relevée dans les terres réceptionnées sur la plateforme. Selon lui, l'hypothèse la plus probable serait liée à un tas de tourbe déposé en début d'année 2025 sur un terrain du port Nantes-Saint-Nazaire, situé en face du site. Lors des épisodes de temps sec et venteux, des envols de particules de tourbe auraient été observés sur le site d'ATS, notamment au niveau des bassins.

Les mesures réalisées sur le mois d'octobre 2025 ont été consultées lors de l'inspection et n'ont révélé aucun dépassement (inférieur à la limite de quantification pour le paramètre manganèse).

Le pH, la conductivité ainsi que le débit sont mesurés en continu dans le local de traitement des eaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IV.5.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Une surveillance de la qualité des eaux souterraines est mise en place. L'exploitant propose dans un délai de 6 mois à compter de la date de parution du présent arrêté, le contenu précis du programme de surveillance des eaux souterraines établi conformément à la prestation « Conception de programmes d'investigation ou de surveillance (CPIS) » de la norme NF X 31-620 partie 2. Cette surveillance sera effectuée par le biais d'un réseau composé a minima de 5 piézomètres localisés comme présenté au paragraphe 13 de la notice « Rapport de base directive IED » jointe au dossier d'autorisation environnementale unique de mai 2019.

La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies dans l'article 4.5.1.1 du présent arrêté.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Le suivi de la qualité des eaux sera maintenu tout au long de la durée d'exploitation de l'installation.

Le programme de surveillance, notamment la liste des paramètres suivis, pourra être adapté après accord explicite de l'inspection des installations classées.

Constats :

Une surveillance des eaux souterraines est réalisée sur les 5 piézomètres du site. Cette surveillance a été réalisée trimestriellement en 2025 : en mars, juin et en septembre.

La surveillance porte sur les paramètres proposés par l'exploitant en s'appuyant sur les exigences de la directive IED (rapport de base) et sur les données recueillies lors du suivi d'un piézomètre temporaire mise en place en 2018, dont les résultats laissent apparaître très peu d'impacts dans les sols induits par les activités historiques exercées sur le site et dans les eaux souterraines liées aux activités amont.

Pour les analyses, le programme proposé considère :

- les substances détectées dans les analyses faites en 2018, dont les HAP, l'arsenic et le PBDE (polybromodiphényléthers) ;
- les substances mentionnées au titre des critères d'acceptation des terres et matériaux sur la plateforme ATS (art. IX.4.2) ;
- les substances mentionnées au titre des critères d'acceptation des terres et matériaux en vue d'un traitement biologique (art. IX.4.4) ;
- les substances mentionnées au titre des rejets des eaux résiduaires (art. IX.3.9.2) ;
- les substances spécifiques identifiées dans la réglementation applicable aux substances dangereuses (art. 33 AM du 02/02/98 rubrique 2790, 2717 et 2718).

L'analyse réalisée en mars 2025 sur le piézomètre 5 a révélé la présence de BTEX (0,63 µg/l) et d'antimoine (1,1 µg/l). Ces paramètres n'ont pas été détectés lors des campagnes de juin et septembre 2025.

L'exploitant n'a pas su justifier ces concentrations lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit apporter des explications concernant la détection de BTEX et d'antimoine sur le

piézomètre 5 dans les analyses réalisées en mars 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°10 : Mesures des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, articles VII.2.1, VII.2.2 et VII.3		
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques		
Prescription contrôlée :		
Article VII.2.1 : Valeurs limites d'émergence		
Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe 3 du présent arrêté.		
Article VII.2.2 : Niveaux limites de bruit		
Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
Périodes	Période de jour allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)
Chapitre VII.3 : Mesures périodiques des niveaux sonores		
Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les ans. [...] Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.		
Constats :		
Un contrôle des niveaux de bruit a été réalisé par le bureau d'étude APAVE en octobre 2025 aux 4 points en limite de propriété. Ce rapport conclut à une conformité aux points de mesures en limite de propriété.		
Les mesures de niveaux sonores n'ont pas été réalisés aux 9 points de mesures des zones à émergence réglementée.		



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'engage à effectuer, dans les meilleurs délais, une nouvelle mesure des niveaux sonores sur les zones à émergence réglementée. Les résultats de ce contrôle seront transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

Planche photographique de l'inspection du 27/11/2025 de la plateforme Atlantic Terres Solutions à Nantes

		
Photo n°1 : Vue d'ensemble de la plateforme au niveau de la zone des matériaux impactés	Photo n°2 : Vue d'ensemble de la plateforme au niveau de la zone des matériaux inertes	Photo n°3 : Bassins B1 et B2

		
Photo n°4 : Plan du site avec le suivi des lots de matériaux	Photo n°5 : Point de prélèvement des rejets aqueux du bassin B2	Photo n°6 : Tas de tourbe entreposés en face du site